

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA MOSELLE  
COMMUNE DE MARLY

ARRETE DU MAIRE n° 298 /2024

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement

Rue des écoles depuis la rue du Pâquis jusqu'à la Grand 'rue

Le Maire de Marly,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2541 et suivants, relatif aux dispositions spécifiques aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut Rhin,
- VU le Code de la Route,
- VU le Code de la Voirie Routière,
- VU L'application du règlement de voirie,
- VU L'instruction ministérielle du 7 juin 1977 relative à la signalisation routière,
- VU La demande de la société JEAN LEFEVRE, en date du 22 novembre 2024,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre les mesures propres à permettre la bonne exécution des travaux de réalisation d'une tranchée pour un réseau multitubulaire alimentant les futurs quais Mettis au niveau de la rue des écoles depuis la rue du Pâquis jusqu'à la Grand'rue à Marly, par la société JEAN LEFEVRE,

**A partir du lundi 25 novembre 2024 et jusqu'au vendredi 20 décembre 2024 inclus**

**ARRETE**

**Article 1 :** Afin de permettre, en toute sécurité, la bonne exécution des travaux susvisés à Marly, la chaussée sera rétrécie avec une circulation alternée, la vitesse limitée à 30 km/h et le stationnement sera interdit et considéré comme gênant.

**Article 2 :** La signalisation sera mise en place par la société JEAN LEFEVRE chargée des travaux, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 3 :** La société JEAN LEFEVRE devra assurer pendant toute la durée des travaux un accès permanent aux propriétés riveraines.

**Article 4 :** La Directrice Générale des Services de la Mairie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société JEAN LEFEVRE et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le Directeur de la société JEAN LEFEVRE,  
Monsieur le Directeur d'HAGANIS,  
Monsieur le Directeur de GRDF,  
Monsieur le Directeur de RESEDA  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Messieurs les Agents de la Police Municipale,  
Monsieur le Directeur de la Régie de l'eau  
de l'Eurométropole de Metz,  
Monsieur le Président de l'Eurométropole de Metz.

A Marly, le 22 novembre 2024  
Pour le Maire  
le 1<sup>er</sup> Adjoint chargé de  
l'urbanisme, des travaux et de la circulation  
Michel LISSMANN



Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, et L. 410-1 à L. 412-8 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg Cedex - le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déferée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.